

La ville de Vevey au chevet de la foire des radios et télévisions locales ? Le MITIL n'est pas fixé sur son sort

Mieux qu'une subvention, un préavis de sauvetage serait dans l'air pour éviter le dépôt de bilan.

Non, le Marché international des télévisions et radios indépendantes et locales (MITIL) n'est pas mort; ou en tout cas pas tout à fait. «Nous sommes en stand-by complet, commente le président et fondateur de la manifestation veveysanne **Costa Haralambis**. Ce qui est sûr, c'est que nous avons des dettes à payer et que nous ne pouvons pas continuer sans un soutien extérieur.»

Il y a un mois, le conseiller communal **Jérôme Christen** (rad) interpellait la Municipalité sur le sort du MITIL et révélait par la même occasion que l'événement était à l'agonie (*P* du 9 novembre). Quelques jours après, la presse lausannoise annonçait le dépôt de bilan. Or, aujourd'hui, c'est toujours l'attente: «Il semble que la ville ait marqué le désir de

trouver une solution, poursuit **Costa Haralambis**. J'ai rendez-vous avec la Municipalité lundi: on verra bien.»

En fait, la période est doublement charnière, car le MITIL figure dans l'un des derniers chapitres du budget 2003, sur lequel le législatif doit encore débattre ce jeudi. Soit une subvention de 40 000 francs qui pourrait bien disparaître. Non pas que les élus veuillent couler la manifestation, mais bien parce que ce chiffre n'est plus du tout réaliste vu les circonstances et qu'un préavis de sauvetage pourrait être présenté au Conseil l'année prochaine.

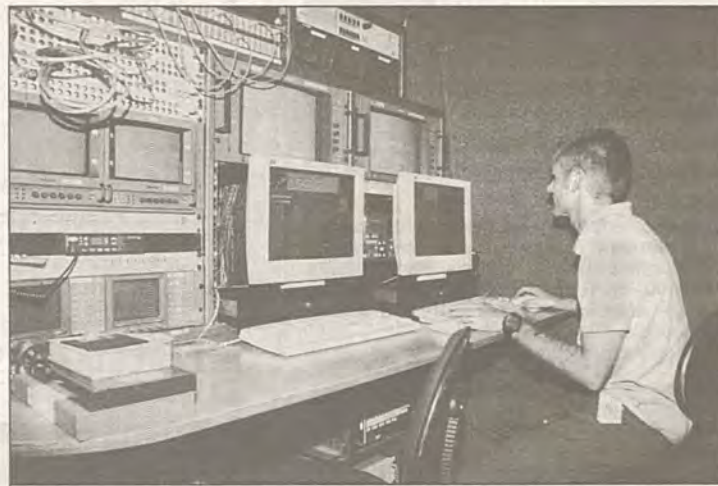
Lancé au printemps 2001, le MITIL a connu une seconde édition en juin dernier. Il fonctionne sur un budget de 400 000 francs. «Il faut 300 000 francs pour relancer la machine, calcule le prési-

dent. Dont 70 000 pour payer les dettes. Et ensuite il faut compter 200 000 francs pour faire tourner chaque édition.»

«TOUT METTRE À PLAT»

Pour la municipale **Madeleine Burnier**, le recours à un préavis s'impose, vu les montants nécessaires: «Dans le contexte actuel, les 40 000 francs initialement prévus au budget ne signifient plus rien. Autant ne rien mettre et revoir l'ensemble du problème.»

A la fois syndic et en charge des finances, **Dominique Rigot** intègre le dossier MITIL dans la réflexion lancée sur le label «Vevey, ville d'images», et reste fidèle à une philosophie plusieurs fois énoncée: «SwissMedia, festival IMAGES', MITIL: nous devons tout mettre à plat et effectuer une grande réflexion sur cet ensemble



La Municipalité à quelques mois pour décider si elle proposera un préavis de sauvetage pour le MITIL. *P/Archives*

si important pour la ville. Mais cela prend du temps. Et ce n'est qu'après que l'on pourra juger si le MITIL est viable et, si oui, à quel prix.» **Costa Haralambis** s'est dit prêt à attendre encore jusqu'au printemps pour mettre en place ou pas une édition 2003.

«De toute façon, un sauvetage n'est pas pensable sans le canton ni la Confédération, qui soutiennent déjà le MITIL», observe de son côté **Jérôme Christen**. Premier élément de réponse jeudi soir au Conseil, et suite l'an prochain.

Grégoire NAPPEY